

**Débat de politique départementale
à l'initiative du Groupe Ecologie 76**

**« Contournement Est : redirigeons son financement vers la protection de
l'enfance et l'aménagement résilient du territoire »**

Intervention de Joachim MOYSE

Monsieur le Président, chers collègues,

Il est grand temps de tourner la page du Contournement Est de Rouen et de la refermer en redirigeant les moyens prévus pour son financement.

Depuis sa présentation en 2012, les élus communistes n'ont eu de cesse de multiplier les initiatives pour exiger l'abandon du projet d'autoroute à péage, à l'Est de Rouen, au regard de ses conséquences néfastes pour les populations concernées et de son impact sur l'environnement.

Avec les opposants historiques et notamment des acteurs de la société civile, nous avons pu convaincre et agglomérer autour de cette cause de nombreux exécutifs locaux, le Département de l'Eure, la Métropole de Rouen, la Communauté de Caux Seine Austreberthe. Certains ont même changé d'avis depuis le début du projet.

Et désormais, à l'heure d'une transition écologique devenue incontournable pour la protection de la population et de son environnement, les arguments écologiques, sociaux, sanitaires et financiers en défaveur de cette autoroute à péage ont pu se frayer un chemin jusqu'au Conseil d'orientation des infrastructures (COI) qui conseille le Gouvernement sur les priorités d'investissements dans les mobilités et les transports.

Dans son dernier rapport, le COI avait préconisé de revisiter ce projet d'autoroute à péage avant de signer un contrat de concession au vu des nombreux éléments d'incertitudes, de son impact environnemental, ainsi qu'au regard des politiques publiques à développer depuis la déclaration d'utilité publique de 2017, notamment dans le ferroviaire.

Dans ce sens, les plus de 500 millions d'euros d'investissements publics inscrits au financement de ce projet doivent être employés bien plus utilement au développement de l'offre de transport par le rail en région et sur l'étoile ferroviaire rouennaise afin de décongestionner la circulation au sein de la Métropole ou dans des actions utiles socialement et écologiquement pour les normands et les Seinomarins.

Entre la Ligne Nouvelle Paris Normandie, la nouvelle gare de Rouen rive gauche, le déploiement progressif d'un service express métropolitain rouennais ou la relance du fret ferroviaire, les plus de 250 millions d'euros, revus avec l'inflation et que l'État devait financer, seront bien plus utiles à ces investissements vertueux.

La Région, le Département de la Seine-Maritime, tout comme la Métropole de Rouen sont légitimes pour apporter aussi leurs contributions à ces projets.

En ce qui concerne le département de Seine-Maritime, dont la contribution initiale de 22M€ avait été revue à la hausse à hauteur de 40 M€ suite au désengagement de la métropole Rouennaise, il est temps désormais qu'il referme lui aussi cette page du Contournement à péage, à l'Est de Rouen.

Les sommes prévues en investissement, qui devraient plutôt avoisiner les 45 M€ si on tient compte de l'inflation, pourront ainsi utilement bénéficier à l'ensemble des habitants Seinomarins du monde rural et du littoral comme ceux des villes urbaines.

Dans le champ de l'éducation, les projets ne manquent pas pour développer des programmes de rénovation ou de reconstruction de collèges ou simplement accélérer la mise en œuvre de projets dans le plan Ambition Collèges. En lien avec les collèges, cette enveloppe supplémentaire pourrait aussi mieux répondre aux besoins en matière d'équipements sportifs.

Dans le domaine de la santé, des bâtiments pourraient être construits ou rénovés pour accueillir des centres départementaux avec des médecins salariés ou encore, les communes investissant dans des centres de santé pourraient être davantage soutenues.

Pour nos ports, à l'occasion de la création du Syndicat Mixte des Ports Départementaux de Seine-Maritime, il y aurait aussi matière à abonder les investissements comme au Tréport, au port de pêche du Havre et surtout à Fécamp par exemple.

Je m'arrête ici parce que la liste est longue des possibilités de rediriger cette somme prévue en investissement vers des dépenses utiles pour tous les Seinomarins.